ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 7 mars 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant les arrêtés du Régent du 30 avril 1947 et du 10 avril 1948 fixant les statuts des agents temporaires et du personnel ouvrier temporaire", a donné le 9 juillet 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1974 door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en 10 april 1948 waarbij de statuten van het tijdelijk personeel en van het tijdelijk werkliedenpersoneel zijn vastgesteld", heeft de 9e juli 1974 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

La rédaction suivante est proposée :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires et l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire".

Préambule.

Il est proposé de rédiger comme suit les deuxième et troisième alinéas du préambule :

"Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, notamment les articles 1er, 4, 7 et 9 modifiés par les arrêtés ministériels des 16 décembre 1964 et 11 décembre 1970;

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, notamment les articles 1er, 4, 6 et 8 modifiés par les arrêtés ministériels des 16 décembre 1964 et 11 décembre 1970;".

*

.../...

CHAPITRE Ier. - Modification de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires.

Article 1er du projet (articles 1er et 2 selon la proposition du Conseil d'Etat).

L'article 1er du projet remplace l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut desagents temporaires par la disposition suivante :

"Le présent arrêté s'applique à l'agent qui preste ses services dans une administration de l'Etat pour une durée déterminée. Cette durée est limitée à une période de deux ans au minimum".

I. Il serait plus logique de concevoir la disposition initiale de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 comme une disposition qui définit la notion d'"agent temporaire". Tel est l'objet de l'article 1er, alinéa 1er de cet arrêté actuellement en vigueur. Pour sa part l'article 1er de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 définit l'agent de l'Etat comme étant celui qui, à titre définitif, preste ses services aux administrations de l'Etat.

II. L'article 1er du projet laisse inchangé l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947.

Il ressort dudit article 1er, alinéa 2, et surtout de l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 que la qualité d'agent temporaire n'est pas reconnue aux agents exerçant "des fonctions considérées

.../...

comme relevant du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service". Il serait plus logique d'énoncer cette précision dans l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947.

Par ailleurs, l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 donne une définition du "personnel auxiliaire". Cette définition ne concorde pas parfaitement avec celle qui avait été donnée antérieurement dans le rapport au Roi précédant l'arrêté du 2 octobre 1937 ni avec celle qui a ensuite été donnée par l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948. Pour mettre fin aux incertitudes qui persistent et créent des difficultés sur différents points, il y a lieu que le Gouvernement prenne l'arrêté nécessaire pour définir la notion d'"auxiliaire" et régler le statut des "auxiliaires" : cet arrêté était déjà annoncé dans le rapport au Roi précédant l'arrêté du 2 octobre 1937. Pour prévenir le danger de confusions plus graves en attendant que cet arrêté soit pris, il convient de maintenir dans l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 une disposition portant que la qualité d'agent temporaire n'est en aucun cas reconnue aux membres du "personnel auxiliaire recruté pour des tâches n'exigeant pas des prestations complètes".

III. Selon le texte nouveau que le projet établit pour l'article 1er, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, l'agent temporaire est nommé "pour une durée déterminée".

.../...

En tant que le texte nouveau exclut pour l'avenir la nomination d'un agent temporaire "pour des travaux extraordinaires (déterminés)", ce texte nouveau est conforme aux intentions du Gouvernement, comme l'a précisé le délégué du Ministre.

En revanche, le texte nouveau va au-delà des intentions du Gouvernement en tant qu'il impose dans tous les cas la nomination de l'agent temporaire "pour une durée déterminée". Selon le délégué du Ministre, le Gouvernement n'exclut pas la nomination d'un agent temporaire "pour une durée indéterminée", étant entendu que cette nomination ne pourra produire des effets que pour une période de deux ans au maximum, comme l'énonce déjà l'article 9 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des ministères (Moniteur belge 22 mars).

Par ailleurs, le procédé de la nomination "pour une durée déterminée" se concilie mal avec la faculté de donner congé à tout moment moyennant préavis, faculté qui est prévue par l'article 7 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, auquel le projet n'apporte aucune modification.

Les dispositions relatives à la durée pour laquelle la nomination d'un agent temporaire peut être faite doivent être amendées de manière à exprimer exactement les intentions du Gouvernement. En outre, il serait plus clair d'énoncer ces dispositions dans un article distinct, qui formerait l'article 1bis de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947. Par ailleurs, il conviendrait de compléter

.../...

le projet par un article qui modifierait l'article 7 de cet arrêté de manière à établir, en matière de congé des règles différentes pour le cas de la nomination pour une durée déterminée et pour le cas de la nomination pour une durée indéterminée.

IV. La règle déjà énoncée sous une forme générale par l'article 9 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 et précisée par le projet pour les agents temporaires implique qu'en aucun cas, le ministre ou le chef d'administration auquel il a délégué son pouvoir de nomination ne peut proroger les effets de la nomination d'un agent temporaire au-delà de l'expiration de la période de deux ans. Le fait qu'une personne déterminée a accompli des services dans une administration de l'Etat en qualité d'agent temporaire pendant deux ans n'empêche sans doute pas qu'elle soit une nouvelle fois nommée dans une telle administration en qualité d'agent temporaire. Mais il importe de souligner que ce ne peut être qu'en vertu d'une nomination nouvelle, faite conformément à toutes les règles applicables au recrutement des agents temporaires. Cette règle qui découle certainement de l'économie de l'article 9 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 et des articles 1er et 4 du présent projet, ne suffit pas à déterminer si les personnes qui ont obtenu une première nomination en qualité d'agent temporaire sur la base de certains titres, tels que la réussite d'un examen ou la date de la présentation de leur candidature, pourront encore faire valoir ces mêmes titres en vue d'obtenir une nouvelle nomination en qualité d'agent temporaire. Il appartient au Gouvernement d'examiner s'il ne devrait pas compléter l'arrêté en projet pour résoudre cette question.

.../...

Sous réserve de la dernière observation et en conséquence des observations qui la précèdent, le Conseil d'Etat propose :

1° de concevoir l'article 1er du projet comme une disposition remplaçant l'article 1er de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 en son entier;

2° de concevoir l'article 2 du projet comme une disposition insérant un article 1bis dans le même arrêté.
Ces articles pourraient être rédigés comme il est indiqué ci-après :

"Article 1er.-

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. La qualité d'agent temporaire est reconnue à toute personne qui fournit ses services pour une période de temps limitée à une administration de l'Etat, pour autant qu'il ne s'agisse pas de fonctions considérées comme relevant du personnel de maîtrise ou des gens de métier et de service.

Ladite qualité n'est en aucun cas reconnue aux membres du personnel auxiliaire, lequel est recruté pour des tâches n'exigeant pas des prestations complètes".

"Article 2.-

Il est inséré dans le même arrêté, un article 1bis rédigé comme suit :

.../...

Article 1bis. L'agent temporaire est nommé soit pour une durée déterminée n'excédant pas deux ans, soit pour une durée indéterminée sans que toutefois la nomination puisse produire effet pour une période excédant deux ans".

Article 2 du projet (article 3 selon la proposition du Conseil d'Etat).

Le texte établi par l'article 2 du projet pour l'article 4 nouveau de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 est beaucoup trop vague. A la suite des explications données par le délégué du Ministre, il apparaît que ce texte n'exprime d'ailleurs pas de manière exacte les intentions du Gouvernement.

L'article 4, alinéa 1er, nouveau porte :

"Le Secrétaire permanent au recrutement désigne, parmi les candidats qui ont sollicité un emploi, ceux qui peuvent être recrutés comme agent temporaire".

La disposition donne ainsi compétence au Secrétaire permanent au recrutement pour désigner les personnes susceptibles d'être nommées en qualité d'agent temporaire (1); pour le surplus, elle lui impose seulement

.../...

(1) Voir l'article 11 de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des Ministères.

l'obligation de désigner ces personnes parmi les candidats qui ont postulé une nomination en qualité d'agent de l'Etat.

En outre, l'article 4, alinéa 2, énonce :

"S'il (le S.P.R.) fait appel aux candidats repris dans le fichier, ceux-ci sont pris en considération dans l'ordre chronologique où leur demande est parvenue au Secrétariat permanent de recrutement, à commencer par le premier".

Comme semblent l'indiquer les premiers mots de la disposition "S'il fait appel aux candidats repris dans le fichier ..." et comme le confirment les explications du délégué du Ministre, l'article 4, alinéa 2, se borne à énoncer une règle subsidiaire. Dans les intentions du Gouvernement, le Secrétaire permanent au recrutement devra, en premier lieu, désigner les personnes qui peuvent être nommées en qualité d'agent temporaire, parmi des candidats qui auront satisfait à une épreuve et qui auront été inscrits dans une des réserves de candidats susceptibles d'être nommés en qualité d'agent temporaire. Le Secrétaire permanent au recrutement constituera de telles réserves soit en organisant des épreuves spéciales à cette fin, soit en prenant à la même fin des mesures complémentaires lors de l'organisation d'épreuves destinées au recrutement d'agents de l'Etat. Il s'impose d'énoncer dans l'article les règles relatives au mode principal de recrutement des agents temporaires. En effet, il est indispensable de le faire pour définir de manière cohérente et claire le système que le projet institue. En outre, il est indispensable de le faire pour déterminer avec plus de précision les pouvoirs attribués au Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

L'article 4, alinéa 2, énonce une règle impérative très précise en disposant que les "candidats repris dans le fichier" seront pris en considération dans l'ordre chronologique où leur demande est parvenue au Secrétariat permanent de recrutement. A cet égard, et dans un souci de sécurité, il vaudrait mieux prévoir la date d'envoi plutôt que la date de réception de la demande (1). En outre, il est utile d'établir une règle complémentaire pour le cas où deux candidatures sont envoyées le même jour au Secrétaire permanent au recrutement. En ce cas, selon le renseignement donné par le délégué du Ministre, priorité est accordée au candidat le plus âgé. Enfin, l'intention du Gouvernement est de permettre au Secrétaire permanent, lorsque l'épreuve spéciale n'est pas un concours et lorsque les nécessités du service l'exigent, de déroger à l'ordre du classement des lauréats. Cette intention devrait être exprimée dans le texte.

En conséquence des observations qui précèdent, l'article 2 du projet - qui forme l'article 3 du texte proposé par le Conseil d'Etat - pourrait être rédigé comme suit :

.../...

---

(1) Voir l'observation A formulée dans le projet L. 12.013 à propos de l'article 22 nouveau du statut (article 24 du texte proposé).

"Article 3.-

L'article 4 du même arrêté modifié par les arrêtés ministériels des 16 décembre 1964 et 11 décembre 1970 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1er. Le Secrétaire permanent au recrutement désigne, conformément aux §§ 2 et 3, les personnes susceptibles d'être nommées en qualité d'agent temporaire.

§ 2. Le Secrétaire permanent au recrutement constitue des réserves de recrutement en vue des nominations en qualité d'agent temporaire, soit en organisant des épreuves spéciales, soit en prenant des mesures complémentaires lors de l'organisation d'épreuves destinées au recrutement d'agents de l'Etat.

Sauf lorsque l'épreuve spéciale visée à l'alinéa 1er est un concours, le Secrétaire permanent au recrutement peut, lorsque les nécessités du service l'exigent, déroger à l'ordre du classement des lauréats.

§ 3. A défaut de candidats satisfaisant à une des conditions prévues au § 2 et lorsque le recrutement est d'une nécessité urgente, le Secrétaire permanent au recrutement désigne, en qualité d'agent temporaire, dans l'ordre des dates d'envoi de leur candidature, les candidats qui ont postulé une nomination en qualité d'agent de l'Etat. Entre plusieurs candidats dont la candidature a été envoyée le même jour au Secrétaire permanent au recrutement, priorité est accordée au candidat le plus âgé".

.../...

Article complémentaire proposé par le Conseil d'Etat (article 4).

Comme l'observation en a déjà été faite ci-dessus à l'occasion de l'examen de l'article 1er (observation III), il conviendrait de compléter le projet par un article qui remplacerait l'article 7 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 par une disposition nouvelle, formant l'article 4 de l'arrêté en projet.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7. Si l'agent temporaire a été nommé pour une durée indéterminée, l'autorité désignée à l'article 3 peut mettre fin aux fonctions de l'agent moyennant un préavis. Quel que soit le montant du traitement, le délai de préavis est de trois mois; il prend cours à l'expiration du mois civil pendant lequel le préavis a été notifié (1). L'agent peut également, moyennant un préavis soumis aux mêmes règles, obtenir qu'il soit mis fin à ses fonctions.

Si l'agent temporaire a été nommé pour une durée déterminée, il ne peut être mis fin à ses fonctions avant le terme fixé, sauf s'il en fait la demande. L'intéressé doit donner un préavis; le délai de préavis est de trois mois et prend cours à la date déterminée à l'alinéa 1er.

Le présent article ne porte pas préjudice à l'application de l'article 6, de l'article 16, alinéa 4 et de l'article 17 du présent arrêté".

.../...

---

(1) Voir l'article 14 des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Article 3 du projet (article 5 selon la proposition du Conseil d'Etat).

L'article n'appelle pas d'observation.

CHAPITRE II. - Modifications de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Article 4 du projet (Articles 6 et 7 selon la proposition du Conseil d'Etat).

L'article appelle les mêmes observations que l'article 1er.

Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

L'article 1er de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire modifié par l'arrêté ministériel du 16 décembre 1964 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. La qualité d'ouvrier temporaire est reconnue à toute personne qui fournit ses services pour une période de temps limitée à une administration de l'Etat et dont les fonctions sont considérées comme relevant du personnel de maîtrise ou des gens de métier et de service.

Ladite qualité n'est en aucun cas reconnue aux ouvriers auxiliaires, lesquels sont recrutés pour des tâches n'exigeant pas des prestations complètes".

.../...

Pour la même raison que celle qui a été indiquée lors de l'examen de l'article 1er (observation III), il y aurait lieu d'insérer dans l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 un article 1bis relatif à la durée pour laquelle une nomination d'ouvrier temporaire peut être faite.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Il est inséré dans le même arrêté un article 1bis rédigé comme suit :

"Article 1bis. L'ouvrier temporaire est nommé soit pour une durée déterminée n'excédant pas deux ans, soit pour une durée indéterminée sans que toutefois la nomination puisse produire effet pour une période excédant deux ans".

Article 5 du projet (article 8 selon la proposition du Conseil d'Etat).

L'article 5 appelle les mêmes observations que l'article 2.

Il pourrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

L'article 4 du même arrêté modifié pas les arrêtés ministériels des 16 décembre 1964 et 11 décembre 1970 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1er. Le Secrétaire permanent au recrutement désigne les personnes susceptibles d'être nommées en qualité d'ouvrier temporaire.

.../...

§ 2. Le Secrétaire permanent au recrutement constitue des réserves de recrutement en vue des nominations en qualité d'ouvrier temporaire, soit en organisant des épreuves spéciales à cette fin, soit en prenant à cette même fin, des mesures complémentaires lors de l'organisation d'épreuves destinées au recrutement d'agents de l'Etat.

§ 3. A défaut de candidats satisfaisant à une des conditions prévues au § 2 et lorsque le recrutement est d'une nécessité urgente, le Secrétaire permanent au recrutement fait appel, dans l'ordre des dates d'envoi de leur candidature, aux candidats qui ont postulé une nomination en qualité d'agent de l'Etat. Entre plusieurs candidats dont la candidature a été envoyée le même jour au Secrétaire permanent au recrutement, priorité est accordée au candidat le plus âgé".

ARTICLE COMPLEMENTAIRE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT (article 9).

Comme l'observation en a déjà été faite à propos de l'examen de l'article 1er, le procédé de la nomination "pour une durée déterminée" se concilie mal avec la faculté accordée à l'autorité administrative de donner congé à tout moment moyennant préavis. Or, en ce qui concerne les ouvriers temporaires, cette faculté est prévue par l'article 6 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, auquel le projet n'apporte aucune modification.

.../...

Par ailleurs, ledit article 6, qui a conservé jusqu'ici son texte originel, fixe le délai de préavis à sept jours. Or, actuellement, aux termes de l'article 19 de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, modifié par la loi du 10 décembre 1962, "le délai de préavis est fixé à quatorze jours lorsque le congé est donné par l'employeur, et à sept jours lorsqu'il est donné par l'ouvrier". Il paraît à la fois logique et équitable de rétablir la concordance entre le statut des ouvriers temporaires et le régime du contrat de travail.

Pour les motifs indiqués, il conviendrait de compléter le projet par un article qui remplacerait l'article 6 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 et qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. § 1er. Si l'ouvrier temporaire a été nommé pour une durée indéterminée, l'autorité désignée à l'article 3 peut mettre fin aux fonctions de l'ouvrier moyennant un préavis. Le délai de préavis est de quatorze jours; il prend cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle le préavis a été notifié.

L'ouvrier peut également, moyennant un préavis, obtenir qu'il soit mis fin à ses fonctions. Le délai de préavis est de sept jours; il prend cours à la date déterminée à l'alinéa 1er.

.../...

§ 2. Si l'ouvrier temporaire a été nommé pour une durée déterminée, il ne peut être mis fin à ses fonctions avant le terme fixé sauf s'il en fait la demande. L'intéressé doit donner un préavis soumis aux règles énoncées au § 1er, alinéa 2.

§ 3. Le présent article ne porte pas préjudice à l'application des articles 5 et 11 du présent arrêté".

Article 6 du projet (article 10 selon la proposition du Conseil d'Etat).

Cet article n'appelle pas d'observation.

CHAPITRE III. - Dispositions finales.

En plus des articles qui modifient respectivement l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 et l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, le projet comprend des dispositions indépendantes. Bien que celles-ci soient très peu nombreuses, il serait plus clair de les grouper dans un chapitre III qui pourrait recevoir l'intitulé "Dispositions finales".

Reprenant la règle déjà énoncée en termes plus généraux par l'article 9 de l'arrêté royal du 7 mars 1974, le projet porte que les agents temporaires soumis au statut du 30 avril 1947 et les ouvriers temporaires soumis au statut du 10 avril 1948 ne pourront désormais être nommés que pour une période de deux ans au maximum.

.../...

Par ailleurs, le Conseil d'Etat propose, pour les raisons qu'il indique ci-dessus, de modifier les dispositions relatives à la faculté de mettre fin, moyennant préavis, aux fonctions des agents temporaires ou des ouvriers temporaires. Si le Gouvernement se rallie à cette suggestion, l'arrêté en projet établira des règles nouvelles également sur ce point.

Les administrations de l'Etat comprennent encore un certain nombre d'agents temporaires soumis au statut du 30 avril 1947 et d'ouvriers temporaires soumis au statut du 10 avril 1948 qui ont été nommés pour une durée indéterminée. Il appartient au Gouvernement de définir les mesures qu'il entend prendre à l'égard de ces agents et d'examiner s'il ne serait pas souhaitable de compléter le projet par des dispositions transitoires établies à leur intention.

Article 7 du projet (article 11 ou 12).

L'article dispose :

"Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le ..., à l'exception des articles 3 et 6, qui produisent leurs effets le 1er août 1973".

I. Le texte du projet du Gouvernement ne fixe donc pas la date à laquelle l'arrêté entrera en vigueur. Si le Roi a le pouvoir de modifier unilatéralement la situation des agents placés sous le régime d'un statut de droit public, c'est exclusivement pour l'avenir. Il va de soi que l'arrêté en projet ne peut pas avoir d'effet rétroactif.

.../...

II. Le Gouvernement a jugé utile d'établir une règle particulière pour les articles 3 et 6 du projet, lesquels, aux termes de l'article 7, "produisent leurs effets le 1er août 1973".

Les articles 3 et 6 se bornent à énoncer de manière expresse une modification déjà opérée de manière implicite par l'arrêté royal du 29 juin 1973 qui a remplacé l'arrêté royal du 22 juin 1964 auquel renvoyaient l'article 9 de l'arrêté du 30 avril 1947 et l'article 8 de l'arrêté du 10 avril 1948. Il s'agit d'une simple modification de référence. En réalité, les articles 3 et 6 du projet ont pour seul objet de mettre à jour le texte de l'article 9 de l'arrêté du 30 avril 1947 et de l'article 8 de l'arrêté du 10 avril 1948; les articles 3 et 6 du projet n'ont pas d'effets juridiques. Il est donc superflu et même inexact d'énoncer dans l'article 7 du projet une règle particulière pour la date à laquelle les articles 3 et 6 du projet produisent leurs effets.

*

* *

OBSERVATION FINALE.

Le Conseil d'Etat propose au Gouvernement de compléter le projet par plusieurs dispositions que lui paraissent indispensables pour donner plus de précision et de cohérence à l'ensemble des règles en projet.

L'article 6, 1°, de l'arrêté royal du 20 juin 1955 n'oblige sans doute pas de soumettre aux comités de consultation syndicale le texte même des arrêtés

.../...

relatifs au statut des agents : "il est satisfait à cette disposition lorsque l'avis du comité a été demandé sur les questions auxquelles sont relatives les dispositions projetées" (1). Mais les articles complémentaires qu'il y a lieu d'insérer dans le projet ont trait à des questions qui, - tout en étant certainement connexes à celles dont le Comité général de consultation syndicale a été saisi - ne peuvent sans doute pas être considérées comme étant comprises dans ces dernières questions. Pour prévenir des difficultés, il convient donc de demander un nouvel avis au Comité général de consultation syndicale pour les questions réglées par les articles complémentaires destinés à être insérés dans le projet.

---

(1) C.E., 31 mars 1960, DERO et consorts, n° 7740, Rec., p. 286; R.J.D.A, 1960, p. 118; voir déjà C.E., 25 avril 1958, BUYENS et SLEGERS, n° 6227, Rec., p. 338.

Opschrift.

Voorgesteld wordt, het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel en van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel".

Aanhef.

Voor het tweede en derde lid van de aanhef wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Gelet op het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, inzonderheid op de artikelen 1, 4, 7 en 9 gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 december 1964 en 11 december 1970;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, inzonderheid op de artikelen 1, 4, 6 en 8 gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 december 1946 en 11 december 1970;".

*

.../...

§ I. - Wijzigingen in het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel.

Artikel 1 van het ontwerp (de artikelen 1 en 2 volgens het voorstel van de Raad van State).

Artikel 1 van het ontwerp vervangt artikel 1, ste lid, van het besluit van de Regent van 30 april udende vaststelling van het statuut van het tijdersoneel door de hiernavolgende tekst :

"Dit besluit geldt voor het personeelslid dat voor een bepaalde duur zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent. De duur wordt beperkt tot ten hoogste twee jaar".

I. Het zou logischer zijn van de oorspronkelijke bepaling van het besluit van de Regent van 30 april 1947 een bepaling te maken waarin het begrip "tijdelijk personeelslid" wordt omschreven. Dit is het doel van artikel 1, eerste lid, van dat besluit dat thans in werking is. Van zijn kant omschrijft artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 de Rijksambtenaar als degene "die, in vast verband, zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent".

II. Artikel 1 van het ontwerp raakt niet aan artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Regent van 30 april 1947.

Uit voornoemd artikel 1, tweede lid, en vooral uit artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regent van 10 april 1948 blijkt dat niet als tijdelijk personeelslid worden erkend de personeelsleden die "functies waar-

.../...

nemen welke beschouwd worden als ressorterend onder het meesters-, vak- en dienstpersoneel". Die bijzonderheid zou logischer op haar plaats zijn in artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regent van 30 april 1947.

Overigens omschrijft artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Regent van 30 april 1947 het begrip "hulppersoneel". Die omschrijving stemt niet volkomen overeen met die welke voordien was gegeven in het verslag aan de Koning bij het besluit van 2 oktober 1937, noch met die welke naderhand is gegeven in artikel 1, tweede lid, van het besluit van de Regent van 10 april 1948. Om een einde te maken aan de onzekerheid die blijft bestaan en op verschillende punten moeilijkheden doet rijzen, moet de Regering het besluit vaststellen dat nodig is om het begrip "hulppersoneel" te omschrijven en het statuut van het "hulppersoneel" te regelen; dat besluit was reeds aangekondigd in het verslag aan de Koning bij het besluit van 2 oktober 1937. Om het gevaar van nog ernstiger verwarring te ondervangen in afwachting dat dit besluit tot stand komt, handhave men in het besluit van de Regent van 30 april 1947 een bepaling volgens welke in geen geval als tijdelijk personeelslid worden erkend de leden van het "hulppersoneel, aangeworven voor taken die geen volledige dienstprestatie vergen".

III. Volgens de nieuwe tekst van het ontwerp voor artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regent van 30 april 1947, wordt het tijdelijk personeelslid benoemd "voor een bepaalde duur".

.../...

In zover de nieuwe tekst voor de toekomst de benoeming uitsluit van een tijdelijk personeelslid "voor (bepaalde) buitengewone werken", is die nieuwe tekst conform de bedoeling van de Regering, zoals de gemachtigde van de Minister heeft verklaard.

Daarentegen gaat de nieuwe tekst verder dan de Regering bedoelt in zover hij in alle gevallen de benoeming van het tijdelijk personeelslid voor "een bepaalde duur" oplegt. Volgens de gemachtigde van de Minister sluit de Regering de benoeming niet uit van een tijdelijk personeelslid "voor een onbepaalde duur", met dien verstande dat die benoeming slechts uitwerking kan krijgen voor een periode van ten hoogste twee jaar, zoals reeds is bepaald in artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries (Belgisch Staatsblad van 22 maart).

Overigens is het procédé van benoemingen "voor een bepaalde duur" moeilijk bestaanbaar met de mogelijkheid te allen tijde te ontslaan met inachtneming van een opzeggingstermijn, in welke mogelijkheid wordt voorzien bij artikel 7 van het besluit van de Regent van 30 april 1947, waarin het ontwerp geen wijziging aanbrengt.

De bepalingen betreffende de duur waarvoor een tijdelijk personeelslid kan worden benoemd, moeten derwijze worden geamendeerd dat zij de bedoeling van de Regering juist weergeven. Bovendien zouden die bepalingen beter in een afzonderlijk artikel kunnen staan, dat artikel 1bis van het besluit van de Regent van 30 april 1947 zou worden. Anderdeels vulle men het ontwerp aan met een

.../...

artikel dat artikel 7 van dat besluit zó zou wijzigen, dat een verschillende ontslagregeling tot stand komt voor het geval van benoeming voor een bepaalde en voor het geval van benoeming voor een onbepaalde duur.

IV. De regel die reeds in algemene termen is geformuleerd in artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 en door het ontwerp verduidelijkt is voor tijdelijke personeelsleden, impliceert dat de Minister of het hoofd van de administratie waaraan hij zijn bevoegdheid opdraagt, in geen geval de gevolgen van de benoeming van een tijdelijk personeelslid mag verlengen na het verstrijken van de periode van twee jaar. Het feit dat iemand gedurende twee jaar als tijdelijk personeelslid diensten heeft gepresteerd bij een Rijksbestuur staat een nieuwe benoeming als tijdelijk personeelslid bij die administratie ongetwijfeld niet in de weg. Er moge evenwel op gewezen worden, dat dit slechts mogelijk is krachtens een nieuwe benoeming, gedaan overeenkomstig alle op de werving van tijdelijk personeel toepasselijke regels. Met die regel, die stellig volgt uit de economie van artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 en van de artikelen 1 en 4 van het onderhavige ontwerp, kan evenwel niet worden volstaan om uit te maken of zij die een eerste benoeming als tijdelijk personeelslid hebben gekregen op grond van bepaalde aanspraken, zoals het slagen voor een examen of de datum van indiening van hun kandidatuur, zich nog op diezelfde aanspraken zullen kunnen beroepen om een nieuwe benoeming als tijdelijk personeelslid te verkrijgen. Het is zaak van de Regering na te gaan of zij het ontwerp-besluit niet zou dienen aan te vullen om die kwestie op te lossen.

.../...

Onder voorbehoud van de laatste opmerking en derhalve van de opmerkingen welke eraan voorafgaan, stelt de Raad van State voor :

1° artikel 1 van het ontwerp op te vatten als een bepaling welke artikel 1 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 volledig vervangt :

2° artikel 2 van het ontwerp op te vatten als een bepaling waarbij een artikel 1bis in hetzelfde besluit wordt ingevoegd. Die artikelen zouden kunnen als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1. Tijdelijk personeelslid is hij die voor een beperkte tijd zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent, voor zover het niet gaat om ambten die beschouwd worden als te ressorteren onder het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Tijdelijk personeelslid zijn in geen geval de leden van het hulppersoneel, hetwelk wordt aangeworven voor taken die geen volledige prestaties vereisen".

"Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

Artikel 1bis. Het tijdelijk personeelslid wordt benoemd hetzij voor een bepaalde duur van niet langer dan twee jaar, hetzij voor een onbepaalde duur maar zonder dat de benoeming gevolgen kan hebben over een periode van meer dan twee jaar".

Artikel 2 van het ontwerp (artikel 3 volgens het voorstel van de Raad van State).

De bij artikel 2 van het ontwerp voor het nieuwe artikel 4 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 vastgestelde tekst is veel te vaag. Na de uitleg van de gemachtigde van de Minister blijkt dat die tekst trouwens de bedoeling van de Regering niet juist weergeeft.

Het nieuwe artikel 4, eerste lid, bepaalt :

"De Vaste Wervingssecretaris wijst onder de gegadigden die naar een betrekking hebben gesolliciteerd, diegenen aan die als tijdelijk personeelslid kunnen worden aangeworven".

Zo gesteld geeft de bepaling de Vaste Wervingssecretaris bevoegdheid om de personen aan te wijzen die voor een benoeming als tijdelijk personeelslid in aanmerking kunnen komen (1); voorts legt zij hem enkel de verplichting op om die personen aan te wijzen uit de gegadigden die naar een betrekking bij het Rijkspersoneel hebben gesolliciteerd.

.../...

(1) Zie artikel 11 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en andere diensten van de ministeries.

Voorts bepaalt artikel 4, tweede lid :

"Indien hij (de V.W.) de gegadigden uit het kaartstelsel put, komen zij in aanmerking in de chronologische volgorde waarin hun aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat is toegekomen te beginnen met de eerste".

De eerste woorden van de bepaling "Indien hij de gegadigden uit het kaartstelsel put ..." lijken uit te wijzen, zoals door de uitleg van de gemachtigde van de Minister is bevestigd, dat artikel 4, tweede lid, zich ertoe beperkt een subsidiaire regel te formuleren. De Regering wil dat de Vaste Wervingssecretaris in de eerste plaats de personen die als tijdelijk personeelslid kunnen worden benoemd, aanwijst uit de gegadigden die geslaagd zijn voor een examen en die ingeschreven zijn in een der wervingsreserves van gegadigden die voor benoeming als tijdelijk personeelslid in aanmerking komen. De Vaste Wervingssecretaris zal dergelijke wervingsreserves aanleggen, hetzij door daartoe bijzondere examens uit te schrijven, hetzij door met hetzelfde doel bijkomende maatregelen te treffen bij het uitschrijven van examens voor de werving van Rijkspersoneel. In het artikel zouden regels moeten worden neergelegd betreffende de voornaamste wijze van werving van tijdelijk personeel. Dat is volstrekt noodzakelijk voor een samenhangende en duidelijke definitie van het door het ontwerp ingevoerde systeem. Noodzakelijk is het ook voor een nauwkeuriger omschrijving van de aan de Vaste Wervingssecretaris opgedragen bevoegdheden.

.../...

Artikel 4, tweede lid, stelt een zeer precieze dwingende regel wanneer het bepaalt "dat de gegadigden uit het kaartstelsel" in de chronologische volgorde waarin hun aanvraag bij het Vast Wervingssecretariaat is toegekomen, in aanmerking komen. Zekerheidshalve ware het beter te werken met de datum van het versturen dan met de datum van de ontvangst (1). Bovendien is het nuttig een bijkomende regel vast te stellen voor het geval dat twee sollicitaties dezelfde dag aan de Vaste Wervingssecretaris worden gestuurd. In dat geval wordt, naar de gemachtigde van de Minister verklaart, voorrang gegeven aan de oudste gegadigde. Tenslotte is de bedoeling van de Regering, de Vaste Wervingssecretaris toe te staan, wanneer het bijzonder examen geen vergelijkend examen is en wanneer het voor de behoeften van de dienst noodzakelijk is, af te wijken van de orde van de rangschikking van de geslaagden. Die bedoeling zou in de tekst tot uiting moeten komen.

Met inachtneming van het bovenstaande zou artikel 2 van het ontwerp - dat artikel 3 is in de door de Raad van State voorgestelde tekst - als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

---

(1) Zie de opmerking A in het ontwerp L.12.013, gemaakt bij het nieuwe artikel 22 van het statuut (artikel 24 van de voorgestelde tekst).

"Artikel 3.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 december 1964 en 11 december 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4, § 1. De Vaste Wervingssecretaris wijst, overeenkomstig de §§ 2 en 3, degenen aan die als tijdelijk personeelslid benoemd kunnen worden.

§ 2. De Vaste Wervingssecretaris stelt wervingsreserves samen met het oog op de benoemingen als tijdelijk personeelslid, hetzij door bijzondere examens uit te schrijven, hetzij door bijkomende maatregelen te nemen bij het uitschrijven van examens voor de werving van Rijksambtenaren.

Behalve wanneer het in het eerste lid bedoelde bijzonder examen een vergelijkend examen is, kan de Vaste Wervingssecretaris, wanneer het voor de behoeften van de dienst noodzakelijk is, afwijken van de orde van rangschikking van de geslaagden.

§ 3. Wanneer er geen gegadigden zijn die een der in § 2 bedoelde voorwaarden vervullen en de werving dringend noodzakelijk is, wijst de Vaste Wervingssecretaris als tijdelijk personeelslid aan, in de volgorde van datums van verzending van hun sollicitatie, de gegadigden die naar een benoeming als Rijksambtenaar hebben gesolliciteerd. Onder verscheidene gegadigden wier sollicitatie op dezelfde dag aan de Vaste Wervingssecretaris is gezonden, wordt voorrang verleend aan de oudste".

.../...

Bijkomend artikel, voorgesteld door de Raad van State (artikel 4).

Zoals reeds is opgemerkt bij het onderzoek van artikel 1 (opmerking III), dient het ontwerp te worden aangevuld met een artikel dat artikel 7 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 zou vervangen door een nieuwe bepaling, die artikel 4 van het ontwerp-besluit zou worden.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 4.-

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7. Is het tijdelijk personeelslid voor een onbepaalde duur benoemd, dan kan de in artikel 3 aangewezen overheid aan zijn ambt een einde maken met opzegging. De opzeggingstermijn is drie maanden, ongeacht het bedrag van de wedde; hij gaat in bij het verstrijken van de kalendermaand tijdens welke kennisgeving van de opzegging is gedaan (1). Het personeelslid kan ook, met een volgens dezelfde regels gedane opzegging, vragen dat aan zijn ambt een einde wordt gemaakt.

Is het tijdelijk personeelslid voor een bepaalde duur benoemd, dan kan aan zijn ambt geen einde worden gemaakt vóór de vastgestelde termijn, behalve wanneer hij daarom verzoekt. Hij moet opzegging doen; de opzeggingstermijn is drie maanden en gaat in op de in het eerste lid vastgestelde datum.

.../...

(1) Zie artikel 14 van de gecoördineerde wetten betreffende de arbeidsovereenkomst.

Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 6, artikel 16, vierde lid, en artikel 17 van dit besluit".

Artikel 3 van het ontwerp (artikel 5 volgens het voorstel van de Raad van State).

Bij dit artikel zijn geen opmerkingen te maken.

HOOFDSTUK II. - Wijzigingen in het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

Artikel 4 van het ontwerp (de artikelen 6 en 7 volgens het voorstel van de Raad van State).

Bij dit artikel zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 1.

Het zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 6.-

Artikel 1 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 16 december 1964, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.- Tijdelijk werkman is hij die voor een beperkte tijd zijn diensten aan een Rijksbestuur verleent en wiens ambt beschouwd wordt als te ressorteren onder het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

.../...

Tijdelijk werkman zijn in geen geval de hulpwerklieden, die worden aangeworven voor taken die geen volledige prestaties vereisen".

Om dezelfde reden als opgegeven is bij het onderzoek van artikel 1 (opmerking III) zou in het besluit van de Regent van 10 april 1948 een artikel 1bis betreffende de duur waarvoor een benoeming van tijdelijk werkman mag worden gedaan, moeten worden ingevoegd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 7.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 1bis ingevoegd, als volgt :

"Artikel 1bis. De tijdelijke werkman wordt benoemd hetzij voor een bepaalde duur, van niet langer dan twee jaar, hetzij voor een onbepaalde duur maar zonder dat de benoeming gevolgen mag hebben over een periode van meer dan twee jaar".

Artikel 5 van het ontwerp (artikel 8 volgens het voorstel van de Raad van State).

Bij artikel 5 zijn dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 2.

Het zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 8.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 december 1964 en 11 december 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 4, § 1. De Vaste Wervingssecretaris wijst de personen aan die als tijdelijk werkman benoemd kunnen worden.

§ 2. De Vaste Wervingssecretaris stelt wervingsreserves samen met het oog op benoeming tot tijdelijk werkman, hetzij door te dien einde bijzondere examens uit te schrijven, hetzij door met hetzelfde doel bijkomende maatregelen te nemen bij het uitschrijven van examens voor de werving van Rijksambtenaren.

§ 3. Wanneer er geen gegadigden zijn die een der in § 2 bedoelde voorwaarden vervullen en de werving dringend noodzakelijk is, doet de Vaste Wervingssecretaris, in de volgorde van de datums van verzending van hun sollicitaties, een beroep op de gegadigden die naar een benoeming als Rijksambtenaar hebben gesolliciteerd. Onder verschillende gegadigden wier sollicitatie op dezelfde dag aan de Vaste Wervingssecretaris is gezonden, wordt voorrang verleend aan de oudste".

BIJKOMEND ARTIKEL, VOORGESTELD DOOR DE RAAD VAN STATE (artikel 9).

Zoals reeds bij het onderzoek van artikel 1 is opgemerkt, is het procédé van de benoeming "voor een bepaalde duur" moeilijk bestaanbaar met de mogelijkheid waarover de bestuursoverheid beschikt om te allen tijde te ontslaan met opzegging. Wat de tijdelijke werklieden betreft wordt in die mogelijkheid voorzien bij artikel 6 van het besluit van de Regent van 10 april 1948, waarin het ontwerp geen wijziging aanbrengt.

.../...

Overigens stelt dat artikel 6, dat tot dusver in zijn oorspronkelijke lezing is blijven bestaan, de opzeggingstermijn op zeven dagen. Luidens artikel 19 van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst, gewijzigd bij de wet van 10 december 1962 "is de opzeggingstermijn vastgesteld op veertien dagen wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat en op zeven dagen wanneer de opzegging van de werkman uitgaat". Het lijkt én logisch én billijk de overeenstemming tussen het statuut van de tijdelijke werklieden en de regeling van de arbeidsovereenkomst te herstellen.

Om die redenen vulle men het ontwerp aan met een artikel dat artikel 6 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 zou vervangen en als volgt zou luiden :

"Artikel 9.-

Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6, § 1. Is de werkman voor een onbepaalde duur benoemd, dan kan de in artikel 3 aangewezen overheid aan zijn ambt een einde maken met opzegging. De opzeggingstermijn is veertien dagen; hij gaat in de maandag die volgt op de week tijdens welke kennisgeving van de opzegging is gedaan.

De werkman kan ook, met opzegging, verkrijgen dat aan zijn ambt een einde wordt gemaakt; de opzeggingstermijn is zeven dagen; hij gaat in op de bij het eerste lid vastgestelde dag.

.../...

§ 2. Is de tijdelijke werkman voor een bepaalde duur benoemd, dan kan aan zijn ambt geen einde worden gemaakt vóór de vastgestelde termijn, behalve wanneer hij daarom verzoekt. Hij moet opzegging doen volgens de onder § 1, eerste lid, gestelde regels.

§ 3. Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 5 en 11 van dit besluit".

Artikel 6 van het ontwerp (artikel 10 volgens het voorstel van de Raad van State).

Bij dit artikel is niets op te merken.

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen.

Behalve de artikelen die onderscheidenlijk het besluit van de Regent van 30 april 1947 en het besluit van de Regent van 10 april 1948 wijzigen, bevat het ontwerp ook op zichzelf staande bepalingen. Ofschoon deze niet talrijk zijn, zouden zij duidelijkheidshalve moeten worden samengebracht in een hoofdstuk III, dat "Slotbepalingen" zou kunnen heten.

Het ontwerp stelt - het is de regel die in algemener termen voorkomt in artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 -, dat de aan het statuut van 10 april 1947 onderworpen tijdelijke personeelsleden en de aan het statuut van 10 april 1948 onderworpen tijdelijke werklieden voortaan slechts voor een periode van ten hoogste twee jaar mogen worden benoemd.

.../...

Voor het overige stelt de Raad van State voor, om de redenen welke hij hiervoren opgeeft, de bepalingen betreffende de mogelijkheid om met opzegging een einde te maken aan het ambt van een tijdelijk personeelslid of tijdelijk werkman te wijzigen. Gaat de Regering op dat voorstel in dan moet het ontwerp-besluit ook wat dat betreft nieuwe regels vaststellen.

In de Rijksbesturen zijn er nog een aantal tijdelijke personeelsleden die onder het statuut van 30 april 1947, en een aantal tijdelijke werklieden die onder het statuut van 10 april 1948 vallen en voor een onbepaalde duur benoemd zijn. Het is zaak van de Regering de maatregelen welke zij zich voorneemt ten aanzien van die personeelsleden te nemen, vast te stellen, en te onderzoeken of het niet wenselijk is het ontwerp aan te vullen met voor hen bedoelde overgangsbepalingen.

Artikel 7 van het ontwerp (artikel 11 of 12).

Het artikel bepaalt :

"Artikel 7.-

Dit besluit treedt op ... in werking behoudens de artikelen 3 en 6 die op 1 augustus 1973 uitwerking hebben".

I. De tekst van het Regeringsontwerp bepaalt derhalve niet op welke datum het besluit in werking treedt. De Koning is weliswaar bevoegd om de toestand van de personeelsleden die onder een publiekrechtelijk statuut staan eenzijdig te wijzigen, maar dan uitsluitend voor de toekomst. Het spreekt vanzelf dat het ontwerp-besluit geen terugwerking kan hebben.

.../...

II. De Regering heeft het dienstig geacht een bijzondere regel vast te stellen voor de artikelen 3 en 6 van het ontwerp, welke overeenkomstig artikel 7 "op 1 augustus 1973 uitwerking hebben".

De artikelen 3 en 6 beperken zich tot het uitdrukkelijk formuleren van een wijziging, die reeds stilzwijgend is aangebracht door het koninklijk besluit van 29 juni 1973, ter vervanging van het koninklijk besluit van 22 juni 1964, waarnaar artikel 9 van het besluit van 30 april 1947 en artikel 8 van het besluit van 10 april 1948 verwezen. Het gaat om een blote referentiewijziging. In werkelijkheid strekken de artikelen 3 en 6 van het ontwerp alleen om de tekst van artikel 9 van het besluit van 30 april 1947 en van artikel 8 van het besluit van 10 april 1948 bij te werken; de artikelen 3 en 6 van het ontwerp hebben geen rechtsgevolgen. Het is derhalve overbodig en zelfs verkeerd, in artikel 7 van het ontwerp een bijzondere regel neer te leggen voor de datum waarop de artikelen 3 en 6 van het ontwerp uitwerking hebben.

*

* *

SLOTOPMERKING.

De Raad van State geeft de Regering in overweging, het ontwerp aan te vullen met een aantal bepalingen die hem onmisbaar voorkomen voor de nauwkeurigheid en de samenhang van de ontworpen regels in hun geheel.

.../...

Artikel 6, 1°, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdt weliswaar geen verplichting in om de tekst zelf van de besluiten betreffende het personeelsstatuut voor te leggen aan de Syndicale Raden van advies : "Aan het voorschrift van dat artikel is voldaan als de raad om advies werd gevraagd over de vraagstukken waarop de voorgenomen bepalingen betrekking hebben" (1). De bijkomende, in het ontwerp in te voegen,artikelen hebben echter betrekking op vraagstukken die, ofschoon ze ongetwijfeld samenhangen met die welke aan de Algemene Syndicale Raad van advies zijn voorgelegd niet geacht kunnen worden er ook toe te behoren. Om moeilijkheden te voorkomen zou het derhalve dienstig zijn dat de algemene syndicale raad van advies opnieuw wordt geraadpleegd voor de aangelegenheden die door de bijkomende, in het ontwerp in te voegen,artikelen worden geregeld.

---

(1) R.S. 31 maart 1960, DERO en cun suis, nr. 7740, Verz. blz. 310; R.J.D.A. 1960 blz. 118 zie reeds R.S. 25 april 1958, BUYENS en SLEGERS, nr. 6227, verz. blz. 355.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.